

En Centrafrique, Catherine Samba-Panza tente de reprendre la main après le sommet de l'UA tenu à Malabo

Par RFI, 05 juillet 06h14

La présidente s'est adressée à la nation ce vendredi 4 juillet, une semaine après la clôture du sommet de l'Union africaine à Malabo. Un discours important, alors qu'un rapport de l'Onu rendu public ce même jour, demande aux autorités plus de fermeté à l'égard des groupes armés.

Critiquée par certains pour son manque d'action, et alors que la violence persiste, Catherine Samba Panza soutient qu'elle a toujours le contrôle. « *Mes actions sont prétendument invisibles, mais ce sont des actions de refondation* », déclare-t-elle. Il y a une semaine, au sommet de l'UA de Malabo, la présidente était apparue affaiblie et sous pression de ses partenaires d'Afrique centrale. Elle se devait donc de montrer qu'elle tenait bon.

La présidente réaffirme son triptyque pour une sortie de crise : « *dialogue politique au sommet, réconciliation à la base, et justice au milieu* ». Pour « *la paix des cœurs* », il faut poursuivre les bourreaux, martèle-t-elle. En avertissant que « *le dialogue politique ne sera pas une prime à la violence et l'impunité.* »

« **Le réarmement n'est pas tabou** »

Pressée par ses partenaires d'Afrique centrale de remanier son gouvernement, la chef de l'Etat répond que son équipe restera au moins jusqu'au forum de Brazzaville, dont la date reste à déterminer. Alors que l'ONU sort un rapport demandant plus de fermeté envers les groupes armés, Catherine Samba-Panza demande un allègement de l'embargo sur les armes pour reconstituer les Forces armées centrafricaines (FACA). « *Le réarmement n'est pas tabou. Je m'y emploie tous les jours* », explique-t-elle, appelant la France, l'Angola, la Misca et l'Eufor, à former les soldats.

Enfin la présidente demande la fin des conquêtes et des manipulations pour des intérêts égoïstes. Car dit-elle de toute façon, « *le gâteau Centrafrique est réduit à sa plus simple portion. Et il n'y a plus grand-chose à partager.* »

Un rapport de l'ONU demande plus de fermeté envers les groupes armés

L'Onu demande notamment de veiller à ce que les membres de ces groupes qui exercent toujours des fonctions dans les Forces de défense et de sécurité soient relevés de leurs fonctions. Le groupe d'experts des Nations unies a rendu public ce vendredi 4 juillet un rapport d'étape sur la situation en RCA.

Il s'inquiète de la persistance d'une situation d'anarchie en RCA. L'ONU a aussi documenté un certain nombre d'exactions commises par les groupes armés. Des violences commises depuis le 5 décembre, mais aussi le pillage des ressources naturelles. Les experts dénoncent l'impunité. Un rapport qui pourrait ouvrir la voie à un nouveau train de sanctions, car une liste de noms sera soumise dans quelques semaines à l'appréciation du comité de sanction. Pour les experts des Nations unies, la République centrafricaine est encore loin d'être sortie du gouffre.

L'impunité reste totale ou presque, les groupes armés, mais aussi les pilleurs et les profiteurs profitent de l'anarchie générale. Pire, que ce soit dans le camp des anti-balakas ou dans celui de la Nouvelle Seleka, certains chefs locaux font tout pour que cette situation persiste. Les experts de

l'Onu s'inquiètent du fait que les autorités de transition n'en font pas assez pour mettre au pas ces groupes armés. Ils attendent notamment que les membres des FACA ou de la gendarmerie qui appartiennent à l'un de ces deux groupes soient définitivement écartés des forces de défense et de sécurité.

Les experts s'inquiètent aussi du fait que dans les zones sous leur contrôle, certains responsables Seleka et antibalakas aient mis la main sur les ressources minières, principalement or et diamant qui ne rapportent plus rien à l'état centrafricain. Sans un retour de l'administration dans les zones minières, la RCA ne pourra profiter de ses ressources naturelles, indiquent les experts. Ils ont par ailleurs, identifié un certain nombre de fauteurs de troubles dont les noms pourraient être prochainement soumis au comité de sanction de l'ONU

Le sommet de l'UA a fixé la feuille de route pour la Centrafrique

Par RFI, Publié le 27-06-2014 Modifié le 28-06-2014 à 04:16



Le 23e sommet de l'UA s'est tenu à Malabo, capitale de la Guinée équatoriale, les 26 et 27 juin 2014. Union africaine

Le sommet de l'Union africaine s'est terminé ce vendredi 27 juin. L'agriculture et les enjeux sécuritaires ont été au coeur des débats. Mais le sommet a été surtout marqué par une réunion en marge qui a rassemblé les chefs d'Etat d'Afrique centrale à propos de la situation en Centrafrique.

Outre le président Idriss Déby, le Camerounais Paul Biya, le Congolais Denis Sassou-Nguesso, le Gabonais Ali Bongo ainsi que l'hôte de la réunion, le président de la Guinée équatoriale Teodoro Obiang, ont participé à cette réunion à laquelle a aussi pris part la présidente de la transition centrafricaine Catherine Samba-Panza. Six mois après son élection, celle-ci a reçu une nouvelle fois le soutien de ses pays voisins, mais un soutien assorti de certaines conditions.

« *Je suis une femme de combat. Je ne suis pas femme à démissionner* », a confié hors micro la présidente de transition centrafricaine. « *Nous soutenons sans réserves Madame Catherine Samba-Panza* », a lancé de son côté le secrétaire-général de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale, le Tchadien Ahmat Allami.

De fait, dans leur communiqué final, les chefs d'Etat ont réitéré leur soutien à la présidente de la transition, mais ils ont aussitôt ajouté qu'ils prenaient acte de sa volonté de remanier son gouvernement. C'est une façon à peine voilée de faire savoir à leur interlocutrice qu'ils l'invitaient très fortement à ouvrir largement son futur gouvernement à la communauté musulmane du nord de la Centrafrique.

Au début de la réunion, les présidents de la sous-région ont écouté un exposé de Catherine Samba-Panza. Celle-ci a reconnu des « *insuffisances* ».

Puis ils l'ont invité à sortir de la salle et se sont concertés entre eux. A la fin, ils l'ont rappelée pour lui dire qu'ils souhaitaient que tous les Centrafricains, y compris les ex-Seleka et les anti-balakas se retrouvent prochainement dans un grand forum, à Brazzaville, à une date qui reste à déterminer.

A Bangui, les anti-balakas affichent leurs bonnes résolutions

Les anti-balakas ont tenu ce vendredi une réunion destinée à prouver qu'ils avaient retrouvé leur unité. Sébastien Wenezoui et Patrice Edouard Ngaïssona, les deux chefs qui s'étaient divisés en mai, ont présenté aux commandants de zone de l'intérieur du pays, mais aussi aux représentants des autorités et de la communauté internationale, la nouvelle organisation de leur mouvement.

Au cours de la réunion d'hier, les chefs anti-balakas ont officialisés leur volonté de s'organiser et de parler d'une seule voix. Ils ont également réaffirmé leur désir de réconciliation avec les musulmans qu'ils avaient longtemps pris pour cible.

« *Notre pays est un pays laïque. Les musulmans et les chrétiens vivaient depuis longtemps ensemble, dans la symbiose. Nous avons intérêt à ramener la paix* », lance Emotion Brice Namsio, porte-parole du nouveau bureau.

Pour le chef du gouvernement centrafricain, André Nzapayéké, cette clarification des interlocuteurs est en soi une bonne chose pour le processus de dialogue : « *en ma qualité de Premier ministre, je suis encouragé de voir que ces gens ont enfin compris qu'il faut vraiment calmer le jeu, et s'ils réussissent à s'entendre entre eux, je pense que l'on pourra enfin ouvrir un dialogue politique.* »

La réorganisation des anti-balakas intervient alors qu'une première médiation entre séléka et anti-balakas avance progressivement sous l'impulsion d'une ONG centrafricaine. Le Premier ministre, lui, a indiqué à RFI sa volonté de faire en sorte que le dialogue s'accélère dans les semaines qui viennent pour que les machettes repartent dans les champs et servent à l'agriculture.